

## La vie souterraine de Berlin, entre infrastructure et politique

Clarence Hatton-Proulx

**Recensé :** Timothy Moss, *Remaking Berlin. A History of the City through Infrastructure, 1920-2020*, Cambridge, MIT Press, 2020, 472 p.

*Eau, électricité, gaz : dans Remaking Berlin, Timothy Moss propose une histoire des réseaux d'infrastructures de Berlin de 1920 à 2020, montrant comment leur fonctionnement a varié au gré des régimes politiques.*

Pour quiconque s'intéresse à l'histoire des villes, le cas de Berlin est particulièrement riche. En moins d'un siècle, la capitale allemande a connu une succession de régimes politiques différents : république de Weimar, règne nazi, division de la ville en deux républiques concomitantes (une libérale et une socialiste) pendant plus de quarante ans, puis, après la réunification des deux Allemagne en 1990, son nouveau statut de capitale. Cette diversité incomparable de régimes politiques se prête bien à l'étude d'un objet pourtant réputé pour sa résistance au changement et son insularité par rapport aux contextes sociaux : l'infrastructure. Timothy Moss, auteur de *Remaking Berlin*, remet magistralement en cause ces deux idées reçues à partir d'une monographie passionnante. Son étude est originale à plusieurs égards. Alors que l'infrastructure est habituellement traitée de manière sectorielle, Moss fait le choix d'étudier cinq types d'infrastructure simultanément : l'électricité, le gaz, le chauffage urbain, l'eau et le traitement des eaux usées. Ce choix permet de rendre compte des dynamiques de compétition comme de symétrie entre les différents réseaux étudiés. De plus, analyser l'évolution de ces réseaux sur le temps long, entre 1920 et 2020, met au jour les continuités et les changements du traitement des réseaux par des régimes politiques hétérogènes.

Quatre tensions importantes ressortent du livre. Le mode de gestion des entreprises d'infrastructure change plusieurs fois pendant le siècle étudié, oscillant entre municipalisation – actionnariat et contrôle majoritaire de la municipalité – et privatisation. Sous la république de Weimar (1919-1933), les services en réseau sont contrôlés par la municipalité. Elle s'en sert pour propulser la production industrielle et la modernisation des équipements domestiques. Après une période d'incertitude liée à l'hyperinflation qui culmina en 1923, les entreprises municipales d'infrastructure améliorent la qualité et la portée de leurs réseaux et proposent des tarifs relativement bas, ce qui augmente rapidement le nombre de ménages connectés. Leurs bénéfices contribuent ainsi de manière importante au budget municipal. Ce mode de gestion est mis en cause par la Grande dépression et par des déficits budgétaires municipaux qui se sont creusés à cause de la crise. Bewag, l'entreprise d'électricité de Berlin, est privatisée en 1931. Si la municipalisation comme mode de gestion des infrastructures connaît ensuite un regain d'intérêt sous les nazis, c'est parce qu'elle permet d'expulser les actionnaires étrangers, en particulier juifs. Les entreprises d'infrastructure, qui étaient toutes publiques à Berlin-Est et sous contrôle municipal majoritaire ou minoritaire à Berlin-Ouest après le conflit, seront finalement toutes privatisées dans les années 1990. La raison invoquée ne tient pas tant à des performances insuffisantes, puisque Bewag et Berliner Wasserbetriebe (BWB), l'entreprise d'eau, étaient profitables. Leur vente a plutôt pour objectif de renflouer les coffres de la ville, laissés vides par la désindustrialisation massive et la

chute des subventions fédérales accordées à Berlin après la réunification. BWB sera finalement municipalisée à nouveau en 2013, ce qui montre à quel point le triomphe d'un mode de gestion, quel qu'il soit (entreprise d'État, gestion municipale, privée), dépend de contextes politiques historiquement mobiles.

La deuxième tension importante concerne le mode d'approvisionnement en eau et en énergie, constamment tiraillé entre le local et le lointain. Dès les années 1920, les gestionnaires d'infrastructures berlinois mettent l'accent sur la nécessité de produire localement, alors que la production d'électricité commence à s'éloigner des centres urbains dans plusieurs autres pays occidentaux. Suite à la scission physique du territoire de Berlin à partir de 1948, les dirigeants de Berlin-Ouest confirment cette option locale – une décision forcée par l'isolement politique et géographique de la ville entourée par la République démocratique allemande (RDA) et accélérée par le blocus soviétique mis en place cette année-là. Afin de se soustraire à d'autres blocus potentiels, Berlin-Ouest adopte une politique d'autarcie facilitée par les financements généreux de la République fédérale (RFA). Des stocks énormes de charbon et de pétrole sont constitués sur le terrain des centrales électriques et gazières de Berlin-Ouest et la capacité maximale de l'infrastructure<sup>1</sup> d'eau et d'énergie est elle aussi considérablement augmentée pour tendre vers l'autosuffisance, au risque de développer un réseau inefficace en cas d'utilisation trop faible. À Berlin-Est, on constate le phénomène inverse : la production de gaz et d'électricité est graduellement déplacée hors du centre urbain, notamment pour valoriser le lignite est-allemand extrait en Lusace, puis le gaz naturel soviétique. Cette même tension est aussi soulevée pendant la période nazie. Alors que l'eau de Berlin provient de son aquifère, Hitler insiste pour que celle-ci vienne plutôt de sources de montagne. Cette lubie coûteuse ne verra pas le jour.

Le troisième type de tensions, entre priorités urbaines et agenda national, est parfaitement illustré par la période nazie. Berlin, capitale du nouveau Reich et, aux yeux d'Adolf Hitler, symbole de la métropole « dégénérée » aux mains des prolétaires marxistes et des Juifs, est un terrain idéal pour mettre en œuvre les politiques nazies. Les intérêts municipaux sont subordonnés à ceux du Parti et de l'État. Les dirigeants nazis imposent ainsi la construction d'un gazoduc de Watenstedt à Berlin afin d'assurer l'approvisionnement des usines de munitions de la capitale. Ils obligent Bewag à acheter le tiers de son électricité au fournisseur électrique national. L'agenda nazi donnait la priorité à l'utilisation des eaux usées pour produire des fertilisants agricoles utilisés dans les fermes à proximité de la ville et négligeait la qualité de l'eau sanitaire. Toutes ces mesures s'inscrivent dans un contexte de préparation à une guerre imminente qui oblige à renforcer l'autarcie nationale, au détriment de l'indépendance de la ville de Berlin. Quand le conflit éclate, ce sont évidemment les usages militaires de l'infrastructure qui priment sur les usages civils, contraignant les ménages à restreindre leur consommation pour que l'industrie de guerre puisse tourner à plein régime. Les infrastructures urbaines sont relativement épargnées par les bombardements alliés et l'artillerie soviétique, notamment en raison de leur caractère en partie souterrain. Cela n'empêchera pas que la période d'après-guerre soit marquée par des insuffisances chroniques d'approvisionnement en charbon, limitant la fourniture d'électricité et de gaz et compliquant l'activation des pompes à eau – indiquant de ce point de vue la centralité de l'utilisation du charbon dans le fonctionnement des différents types d'infrastructure. La destruction partielle du système d'épuration des eaux usées ainsi que des logements conduit en outre au déversement de quantités impressionnantes d'eaux non traitées dans les cours d'eau de la ville.

La dernière tension se rapporte à la distance, au cours de tout le siècle écoulé, entre les prévisions de demande et les fluctuations imprévisibles de la consommation. Sur la base de projections démographiques ambitieuses, les dirigeants des entreprises d'infrastructures formulent la plupart du temps des prévisions de hausse de la demande afin de justifier l'extension des réseaux. Selon Moss, le mot d'ordre de cette stratégie, dominante pendant la période, est « construire et offrir ». On la retrouve à l'époque de Weimar, en RDA, ou encore dans la Berlin réunifiée. Pourtant, elle se heurte

---

<sup>1</sup> La capacité représente la charge maximale qu'un certain réseau peut fournir. Pour les réseaux électriques, on parle par exemple de puissance installée (*installed capacity*).

souvent à la réalité. Les plans quinquennaux socialistes prévoyaient que la consommation moyenne d'eau à Berlin-Est doublerait entre 1959 et 1980, mais cette hausse importante n'a pas eu lieu. Une même hypothèse optimiste de hausse de la demande caractérise les projections suivant la réunification berlinoise. Or, la quantité d'électricité et d'eau consommée dans la ville décline entre 1990 et 2011. 13 439 millions de kWh sont vendus à Berlin en 1990, contre 11 371 en 2011. 369 millions de mètres cubes sont distribués à Berlin en 1989, contre 217 en 2013. Cette baisse s'explique entre autres par la désindustrialisation massive de l'agglomération ainsi qu'une légère baisse démographique. Mais l'histoire de Berlin est également ponctuée de tentatives relativement infructueuses de réduction de la demande, notamment pendant la Seconde Guerre mondiale et en RDA. Cependant, d'après Moss, les campagnes coercitives – par exemple les campagnes de contrôle de la consommation d'électricité en RDA pendant les années 1950 – n'ont que marginalement influencé les comportements de consommation des ménages, qui réagissent surtout aux signaux de prix. Il faut noter en passant que Moss s'inscrit dans la perspective de l'histoire des réseaux développée par Thomas P. Hughes (1983) qui porte surtout sur l'action des producteurs et des planificateurs et moins sur celle des consommateurs d'eau et d'énergie, dont le rôle est tout de même interrogé dans *Remaking Berlin*.

L'histoire politique de l'infrastructure de Berlin de 1920 à 2020 permet donc d'approfondir notre compréhension de la relation entre régimes politiques et fonctionnement des réseaux urbains. Continuité et changement se sont ainsi succédé du point de vue des politiques d'infrastructure, mais se sont également superposés aux différents moments de cette période historique. Par exemple, si la symbolique liée à l'infrastructure berlinoise a été investie par la rhétorique nazie – pensons à l'illumination fournie par Bewag et Gasag aux Jeux olympiques de 1936 –, la forme physique des réseaux n'a pas été bouleversée sous Hitler, conservant le cadre des évolutions impulsées dans les années 1920. Il n'existe pas non plus de lien direct entre un certain contexte politique et un certain type d'infrastructure. La récupération du gaz d'égout comme combustible pour véhicule a autant été explorée à l'époque nazie à des fins belliqueuses d'autarcie nationale que dans les années 2000 marquées par la préoccupation des circuits courts et du développement durable. La richesse de cet ouvrage est donc d'offrir une complexité rafraîchissante aux débats contemporains souvent présentistes sur l'infrastructure et les transitions urbaines. De ce fait, il intéressera la communauté historienne mais aussi celle des géographes et des urbanistes. Son écriture claire, les nombreuses illustrations et son récit passionnant interpellent aussi à coup sûr le grand public.

## **Bibliographie**

Hughes, T. P. 1983. *Networks of Power: Electrification in Western Society, 1880-1930*, Baltimore : Johns Hopkins Press.

## **Pour en savoir plus**

Voir cette série documentaire sur l'histoire de l'infrastructure de Berlin, animée par Timothy Moss : [https://lisa.gerda-henkel-stiftung.de/das\\_unsichtbare\\_berlin?nav\\_id=8405&language=en](https://lisa.gerda-henkel-stiftung.de/das_unsichtbare_berlin?nav_id=8405&language=en).

**Clarence Hatton-Proulx** est doctorant en cotutelle en études urbaines et en histoire à l'Institut national de la recherche scientifique (Centre Urbanisation Culture Société, Montréal, Québec) et à Sorbonne Université (UMR SIRICE). Sa thèse porte sur l'histoire énergétique de la ville de Montréal de 1939 à 1979. Ses recherches sont financées par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) et le Comité d'histoire de l'électricité et de l'énergie.

**Pour citer cet article :**

Clarence Hatton-Proulx, « La vie souterraine de Berlin, entre infrastructure et politique », *Métropolitiques*, 29 avril 2021. URL : <https://metropolitiques.eu/La-vie-souterraine-de-Berlin-entre-infrastructure-et-politique.html>.